

PÉTITION À LA CHAMBRE DES COMMUNES
Accord de libre-échange nord-américain : Il est temps d'agir

Nous, soussignés, résidents du Canada, attirons l'attention du gouvernement du Canada sur ce qui suit :

ATTENDU QUE les pourparlers en vue de la renégociation de l'ALENA doivent commencer dès le mois d'août 2017;

ATTENDU QUE bien qu'il prétende appuyer notre système de gestion de l'offre, le gouvernement libéral a gravement miné ce système lors des négociations de l'AECG et du PTP et a eu recours aux services de l'ancien premier ministre Brian Mulroney, qui a ouvertement prôné la fin de la gestion de l'offre au Canada;

ATTENDU QUE le Canada est le pays le plus fréquemment poursuivi aux termes des dispositions de règlement des différends entre investisseurs et États (RDIE), qui autorisent les entreprises à poursuivre les gouvernements, qui ont miné la souveraineté canadienne, qui coûtent aux contribuables des millions de dollars en frais juridiques, qui affaiblissent les règlements et qui ont miné l'intégrité de nos lois et règlements;

ATTENDU QUE les dispositions de l'ALENA sur la proportionnalité dans le secteur de l'énergie empêchent le Canada de réduire ses exportations de pétrole et de gaz vers les États-Unis, même si nous sommes en situation de pénurie, de réduire sa production à l'échelle nationale afin de s'acquitter de ses obligations en matière de réduction des gaz à effet de serre, ou de favoriser une production nationale à valeur ajoutée;

ATTENDU QUE les accords additionnels de l'ALENA quant aux normes en matière de travail et d'environnement sont dérisoires et non exécutoires, ce qui encourage les entreprises à déménager leur production vers des États américains ou du Mexique où les lois du travail sont moins rigoureuses;

ATTENDU QUE le Canada se classe au deuxième rang des pays dans le monde où les prix des médicaments sont les plus élevés et que le régime de la propriété intellectuelle de l'ALENA est injuste pour les petites entreprises et les entrepreneurs;

IL EST PAR CONSÉQUENT RÉSOLU QUE nous, soussignés, demandons au gouvernement du Canada de veiller à ce que, pendant les pourparlers sur la renégociation de l'ALENA :

- aucune autre concession ne soit faite pour miner nos systèmes de gestion de l'offre;
- la suppression des dispositions de RDIE soit exigée;
- les dispositions sur la proportionnalité dans le secteur de l'énergie soient éliminées;
- des améliorations substantielles soient apportées afin renforcer le caractère exécutoire des accords sur les normes en matière de travail et d'environnement;
- d'autres prolongations de brevet ne soient pas accordées et à ce qu'un régime équitable en matière de propriété intellectuelle soit mis en œuvre.

IL EST EN OUTRE RÉSOLU QUE nous, soussignés, demandons au gouvernement du Canada de présenter une stratégie claire pour définir la façon dont il protégera et encouragera les emplois dans le secteur de la fabrication au cours des négociations de l'ALENA.

	NOM (en lettres moulées)	ADRESSE	CODE POSTAL	COURRIEL
1.				
2.				
3.				
4.				
5.				
6.				
7.				
8.				
9.				
10.				
11.				
12.				
13.				
14.				
15.				
16.				
17.				
18.				
19.				
20.				

Veillez retourner (port payé) à : Tracey Ramsey, députée d'Essex
Chambre des communes
Ottawa (Ontario) K1A 0A6